Relations industrielles Industrial Relations

Progrès technique et progrès social Technical Development and Social Progress

Vittorio Vaccari

Volume 12, numéro 4, octobre 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022510ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022510ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaccari, V. (1957). Progrès technique et progrès social. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 12(4), 326–347. <https://doi.org/10.7202/1022510ar>

Résumé de l'article

Après avoir défini la nature et les problèmes du progrès, et plus précisément du progrès technique, l'auteur souligne les rapports qui existent entre le technique, l'économique, le moral et le social. Il donne enfin les conditions auxquelles les développements technologiques seront socialement rentables, indiquant, dans l'optique du chef d'entreprise, les difficultés et les modalités de l'adaptation du technique à l'humain.

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1957

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Progrès technique et progrès social

Vittorio Vaccari

Après avoir défini la nature et les problèmes du progrès, et plus précisément du progrès technique, l'auteur souligne les rapports qui existent entre le technique, l'économique, le moral et le social. Il donne enfin les conditions auxquelles les développements technologiques seront socialement rentables, indiquant, dans l'optique du chef d'entreprise, les difficultés et les modalités de l'adaptation du technique à l'humain.

Le développement, pour devenir objet d'évaluation et de mesure, suppose une origine et un but. Se développer signifie s'éloigner d'une manière négative d'être. Se développer signifie s'approcher à un modèle idéal d'épanouissement et de perfection.

Historiquement, l'idée de « développement », et donc de progrès, est relativement récente. Premièrement, durant la phase d'enthousiasme, on a cru que la science aurait été suffisante par elle-même à étendre l'horizon humain du bien-être: la science donc aurait été *nécessairement* et *univoquement* « progrès ».

L'expérience, au contraire, a prouvé l'insuffisance de la science à libérer la nature humaine de ses contradictions. Elle a été obligée enfin d'éclaircir les limitations du progrès scientifique sur le plan humain. Ainsi, l'intelligence de notre époque s'est détachée de l'idée universelle de progrès. Plusieurs résistances et retards dans la transformation des nouvelles découvertes techniques de production industrielle et dans l'organisation sociale s'opposent à l'utilité théorique de certains développements de technique et d'organisation. Ces résistances et retards trouvent leurs raisons d'être dans la multiplicité des éléments du développement social et ainsi dans l'impossibilité

VACCARI, VITTORIO, docteur en économie et commerce (Bologne); docteur en sciences politiques et sociales (Milan); secrétaire général de la Unione Cristiana Imprenditori Dirigenti (UCID); co-directeur de la revue « Operare ».

d'identifier à priori le développement social avec le développement technique.

La production a certes une signification en relation avec la consommation à laquelle elle est destinée. Sa raison d'être se trouve dans la capacité de satisfaire un nombre toujours croissant de besoins humains. Dans la satisfaction des besoins, le criterium de priorité s'en trouve automatiquement réglé dans l'ordre naturel et rationnel. Souvent la production, au contraire, n'a pu *servir* parce qu'elle n'a pas été à même de rejoindre le besoin, suivant le critère de priorité. Cela est dû à une sorte de paradoxe: tandis que le développement technique augmente la capacité humaine de résoudre les problèmes, souvent il les multiplie en compliquant la signification du développement économique et social.

Le développement technique donc, qui à long terme détermine le degré de développement économique et permet de proportionner l'élévation du niveau de vie à l'augmentation de la population peut, à terme réduit, créer des problèmes humains difficiles à résoudre.

Au moment où la société se trouve en face d'une économie potentielle d'abondance, le courant rapide des innovations en compromet la stabilité et l'économie.

Les transformations qui ont été réalisées pendant un siècle dans les pays à industrialisation plus ancienne doivent être faites dans les pays sous-développés en 20 ou 30 ans, en donnant l'essor au problème des transformations rapides qui peuvent menacer les valeurs culturelles et humaines des communautés traditionnelles. Le « bond des siècles » n'est pas sans danger. Le *développement social* devra intégrer le *développement technique* afin de rendre prévoyables et supportables ses risques. Les souffrances et les coûts humains des changements qui proviennent du développement technique, représentent une juste préoccupation si l'on veut atteindre, dans un système économique intensif, le maximum de toutes les raisons économiques.

Substance et problèmes du développement technique

Il y a un moment révolutionnaire dans le développement technologique moderne. Pour la première fois dans l'histoire du monde, une partie du genre humain a réussi à produire au-delà de ses propres

besoins. Le poids de l'esclavage matériel s'est allégé quand on a surpassé les exigences élémentaires pour la conservation de la vie animale. Les influences du développement technologique ont touché aussi le progrès moral malgré les réserves qui, au nom même de la morale, lui sont posées encore quelquefois. Personne désormais ne saurait imaginer la civilisation sans antibiotiques ou sans anesthésiques: la partie des souffrances humaines qu'ils peuvent soulager donnent au développement technique une valeur positive d'élévation et d'épanouissement humain.

Ce qui trouble l'intelligence observatrice, au contraire, est exclusivement la difficulté d'orienter et d'acheminer les possibilités du développement technique vers les formes demandées par les exigences humaines à court et à long terme. En effet, on peut aisément expérimenter les retards et les difficultés avec lesquels les institutions, l'intelligence et l'organisation des sociétés s'adaptent au développement technique.

Toutefois, le risque que comporte le progrès technique ne signifie pas (ainsi que le voudrait un certain romantisme) le devoir d'y renoncer. Il signifie plus exactement une juste compréhension du rapport entre homme et technique.

La technique est certainement une conséquence du développement moral de l'homme. Elle signifie développement d'idées, d'inspirations, de besoins et d'efforts humains. Un processus intellectuel et moral de création se trouve à l'origine du développement technologique. Le processus constructif lui reste conditionné. Cette subordination ne peut être négligée, sous peine de fausser le comportement social de l'homme. Malheureusement, cette négligence se répète assez souvent. L'homme finit par se croire incapable de développement humain, incapable de vivre dans un monde qu'il a transformé lui-même.

La possibilité de transformer en progrès social le moyen technique et économique que la science met à la disposition de l'homme est un problème humain, problème de qualité des choix culturels, politiques et économiques, problème de qualité du « leadership » et du milieu culturel d'où le progrès technique prend son inspiration spirituelle.

La technique a augmenté le pouvoir de l'homme, mais elle n'a pas augmenté également la sagesse de son emploi. La variété des interprétations du « but » de la technique en est le témoignage. En

pratique, le jugement que l'on porte sur le progrès économique d'une communauté se réfère, en grande partie, à la technique. On considère économiquement développée une société dans laquelle celui qui souhaite réaliser un désir peut le faire sans effort excessif ou sans grands obstacles de temps. Assister à un spectacle, faire un voyage, acheter un habit sont des choses réalisables sans trop de fatigue et n'importe quand, dans une société économiquement développée. Elles sont au contraire « des aventures » dans une société économiquement arriérée. La donnée technique n'est cependant pas l'unique élément de jugement du progrès. D'autre part, la technique a souvent donné à l'homme plus que ce qu'il pouvait assimiler, ou bien lui a donné d'immenses possibilités dans un milieu social non proportionné et incapable de l'utiliser.

Le bien-être et le progrès d'une communauté ne dépendent toutefois pas seulement des conditions économiques et techniques. Chaque moyen ne peut fonctionner indépendamment de la manière et du but de son usage. La validité de cette loi a été historiquement expérimentée par le genre humain à partir des premières découvertes. Le feu est à la fois un moyen pacifique de vie et un risque quotidien d'incendie. L'énergie nucléaire a en même temps le pouvoir de multiplier ou d'anéantir les ressources de l'humanité.

Un problème qualitatif et non quantitatif, et qui a un but précis, est donc celui des rapports entre développement technique et développement social. A celui qui se perd en chemin, doubler la vitesse est inutile. Il faut d'abord trouver la direction exacte et le but exact. L'orientation nous semble être le problème fondamental afin de coordonner harmonieusement le progrès technique, le développement économique et l'épanouissement social.

Substance et problèmes du développement social

Comme une grande partie de l'humanité a des nécessités, envies et aspirations très semblables, on peut dire que pratiquement il existe un certain idéal de bien-être socialement poursuivi. Cet idéal est un moyen utile de comparaison des niveaux de vie des différentes populations. Si l'on demeure dans le domaine des besoins fondamentaux, cet idéal a une substance presque physiologique: calories, sommeil, repos, habitation, etc. En s'éloignant de l'argument de la seule subsistance, les évaluations et les choix qualitatifs concernent des évaluations

plus complexes et une hiérarchie des valeurs non physiologiques mais culturelles, éthiques, spirituelles, idéologiques, etc. De ce point de vue le développement social est susceptible d'évaluation. Par exemple: les statistiques des phénomènes sociaux nous donnent l'index de la natalité, de la mortalité, des maladies, de l'instruction, de la criminalité, etc. La comparaison de ces éléments nous aide à reconnaître le degré d'évolution d'un peuple. Quelle est donc la société la plus évoluée? La société dans laquelle il existe un problème de développement social qui se rapporte à trois inspirations éthiques fondamentales:

- 1) le développement social est inconcevable sans un progrès de la liberté. Le collectivisme et le conformisme tuent la liberté quand ils imposent sa renonciation ouverte ou déguisée.
- 2) le développement social est éphémère s'il n'exige pas des interventions et des rapports selon le principe de la subordination morale. Le placement des choses et des valeurs selon une hiérarchie immuable (celle qui, des choses et à travers les hommes, finit à Dieu) est condition d'orientation et d'organisation sociale. La même technique rend la société plus solidaire et fait appel à la qualification et à la collaboration.
- 3) le développement social, par sa constitution, demande une collaboration croissante des membres de la communauté. Seule une société dans laquelle les hommes sont profondément intégrés et collaborent réciproquement est à même de progresser. Celle dont les éléments refusent un lien de solidarité et de coopération est condamnée à la régression. Aucune démocratie n'est possible sans la participation active de toutes les catégories sociales.

Rapports entre les différentes formes de développement

Progrès technique, développement économique et développement social ne se trouvent pas dans un rapport fixe et prédéterminable; aucune de ces fonctions n'a non plus de variantes complètement indépendantes.

En effet, le progrès technique est une condition du développement économique, mais il dépend à son tour du progrès scientifique (qui est le produit du développement culturel et du développement économique). L'existence d'un climat général de liberté qui est la condition essentielle d'un authentique progrès civil et culturel a une très grande influence sur le progrès scientifique. Le progrès social, enfin, peut

être atteint avec le développement économique, mais un progrès moral et civil ne l'accompagne pas toujours, notamment si le développement économique n'est pas à même de subordonner l'organisation sociale à une hiérarchie objective de valeurs. Il se peut aussi que le développement économique ne favorise pas la diffusion de l'esprit de liberté et n'acroisse pas la charité, le sens du prochain ou la collaboration sociale. Le contraire aussi est possible, c'est-à-dire que l'obtention d'un certain bien-être soit accompagnée de l'appauvrissement éthique de la vie sociale, de l'affaiblissement de l'intérêt pour la liberté et du renforcement des égoïsmes individuels et de classe.

Historiquement, les rapports entre progrès technique, développement économique et épanouissement social ont toutefois un certain degré d'interdépendance mais avec beaucoup de limitations, selon le point de vue moral qui préside aux liens de cette interdépendance.

1) pour la conception individualiste, le progrès social se résout en progrès économique, dans le sens que le dernier mesure, synthétise et conditionne le premier. Le développement technique a un sens s'il a un aspect économique; autrement, il s'agit seulement d'un jeu abstrait.

2) dans la conception marxiste, le facteur technique est dominant. L'économie signifie le règlement juridique de la production. Le développement social représente une super-structure par égard au développement économique, par lequel il est conditionné.

3) une troisième interprétation résout toutes les formes de développement dans les capacités de l'homme à dominer les choses et affirme la validité du progrès scientifique indépendamment de son utilisation. L'humanité, plus que les hommes individuellement, est sujet de l'histoire. La conquête de l'homme s'identifie avec les conquêtes de l'humanité.

Les trois interprétations correspondent à différents types de sociétés. Le jugement qui les concerne ne peut pas faire abstraction des principes de morale naturelle et sociale.

Entreprise et développement technique et social

L'entreprise est le centre constitutif de la société industrielle moderne. Elle est milieu et facteur du développement technique, économique, social. Le développement au sein de l'entreprise se

présente sous des aspects légèrement différents de ceux qui se manifestent au sein de la société en général. Le développement technique influe profondément sur les entreprises (même si le progrès technique, généralement, ne dérive pas d'elles). Les produits de la technologie sont les instruments dont elle dispose, les structures des rapports existants en son sein.

Ces rapports sont amenés en effet à se modifier par l'intervention du développement technique: par exemple, l'automatisation des opérations mécaniques, la mécanisation des travaux de bureau imposent des changements et adaptations au personnel de l'entreprise. L'entreprise contribue au développement technique d'une façon directe. D'un côté elle incite la « recherche » et lui donne un milieu d'expérimentation et d'application. De l'autre elle divulgue dans le milieu social certaines valeurs: valeurs d'ordre, valeurs de coordination, valeurs de surcroît, valeurs de finalisation. Les rapports entre entreprise et développement économique sont étroits. Le progrès économique s'accompagne du développement qualitatif des entreprises. Ce n'est toutefois pas l'entreprise en particulier qui détermine le progrès économique d'une communauté. Celui-ci dépend aussi d'autres facteurs. Chaque entreprise est cependant responsable autant du degré de développement économique de la communauté que de l'insuffisance éventuelle du progrès lui-même.

L'entreprise influe profondément sur le développement social. Avant tout, le nombre des entreprises, leurs dimensions, leurs structures sont des données constitutives de première importance pour l'organisation sociale. Deuxièmement, l'entreprise divulgue certaines valeurs et certains types de personnalité au sein de la communauté. En effet, les hommes, qui passent dans l'entreprise la plus grande partie de leur vie active, apportent dans la communauté les valeurs qui dominent en elle. Mais si l'entreprise influe beaucoup sur le développement social, l'empreinte qu'elle reçoit de la société n'en est pas négligeable.

L'évolution dans la conception de l'entreprise est la confirmation de l'importance de son « évaluation ». Dans certains pays, on considère intrinsèquement valable la finalité exclusivement économique de l'entreprise. Dans d'autres, on affirme la coexistence d'autres finalités auprès de l'économique ou avant celle-ci. Cette diversité d'attitudes touche de près les problèmes du développement technique et du développement social. L'évolution actuelle des Etats-Unis sur le plan

de l'économie sociale semble se conformer vraiment (comme observe André Piettre) à l'intention fondamentale d'unir le social et l'économique. La nouvelle politique industrielle vise à remplacer l'impulsion du profit par l'impulsion du « service », et à faire de l'entreprise une « fonction sociale ».

La productivité technique de l'entreprise (c'est-à-dire sa réponse au progrès technique) doit se trouver dans le « climat » de l'entreprise, c'est-à-dire dans un degré élevé d'efficacité humaine. Nous sommes bien loin de la confiance aveugle dans l'« automatisme des adaptations ». Mais l'anticipation et la continuation audacieuse de développement social pourra résoudre, dans la sphère de l'initiative privée, la crise sociale jaillie du capitalisme.

Entreprise et développement social

Comment l'entreprise peut-elle contribuer au développement social? Les pays modernes à civilisation industrielle proposent à l'entreprise ces importants critères de « validation sociale ».

- 1) une action sur le marché à l'avantage du consommateur;
- 2) la capacité de consentir à ses membres un certain mode de vie considéré désirable;
- 3) la capacité d'instaurer au sein de l'entreprise un système de rapports satisfaisants sous l'aspect humain.

Il n'est pas difficile d'individualiser la profonde teneur sociale de l'action que l'entreprise développe sur le marché. Elle détermine largement les caractéristiques qualificatives du marché. La commercialisation d'un nombre toujours croissant d'aspects de la vie humaine — tendance non enrayable de notre temps — soustrait à la créativité personnelle vêtement, maison, moyen de transport, distraction, etc., et contribue donc à déterminer un certain type de civilisation. En deuxième lieu, le niveau du prix, que l'entreprise établit librement dans une grande mesure, a des conséquences sociales de première importance: il peut élargir, limiter, choisir les consommations. En troisième lieu, la pression que l'entreprise exerce sur le marché à travers la publicité de ses produits peut déterminer des changements profonds dans la structure des besoins humains. Naturellement, l'entreprise ne crée pas les besoins: ils préexistent. L'entreprise propose la façon concrète

de les satisfaire: elle les fait passer du plan des aspirations théoriques à celui des désirs immédiatement réalisables.

De première importance est l'orientation sociale donnée à la façon de vivre des sujets de l'entreprise. La politique des salaires n'a pas seulement des conséquences économiques. La structure des salaires est capable de raidir ou d'assouplir la structure de classes de la société. Elle peut renforcer ou désintégrer les liens dans le milieu familial. Ainsi les préférences exprimées lors de l'embauchage du personnel facilitent la conservation de la structure familiale traditionnelle ou lui font obstacle. Ainsi ces critères d'embauchage — suivant les distinctions politiques, religieuses, raciales — influent profondément sur les rapports réciproques des membres de la communauté et représentent un fort moyen de pression. (Le choix des discernements préférentiels, implique une responsabilité sociale et fait appel à la morale.)

L'influence exercée par les horaires et méthodes de travail, l'assistance sociale et la prévention des accidents du travail sur l'évolution civile est bien évidente. Le degré de fatigue et la quantité de temps libre influent sur les possibilités d'instruction et la capacité de participation à la vie sociale. Dans certains pays, il n'est pas rare de trouver le choix délibéré de conditions de travail qui empêchent l'instruction et la participation à l'activité sociale (ou son encouragement seulement si elle est désirée). Cette façon d'agir, en pleine contradiction avec l'idéal de liberté, entrave gravement le développement social et très souvent annule les avantages du développement technique.

Les « changements » dans l'entreprise

Un aspect fondamental du développement social se trouve dans l'instauration, au sein de l'entreprise et autour d'elle, de systèmes de rapports satisfaisants au point de vue humain. Dans chaque entreprise existe une lutte potentielle entre deux façons de considérer les rapports de travail, l'une qui s'inspire de la conception de la cohabitation familiale et l'autre qui dérive de celle de l'efficacité. Pour la première, les innovations techniques ne doivent pas léser les rapports humains qui se sont établis entre les membres de l'entreprise. Pour la seconde, les rapports humains ont une importance négligeable devant l'efficacité des opérations.

En pratique cependant, il est impossible de réaliser une séparation entre la partie technique et la partie sociale. Le développement tech-

nologique, au contraire, au fur et à mesure qu'il se réalise, augmente le degré de cette impossibilité. Le facteur humain est devenu un des éléments essentiels et condition du développement technologique. Il existe aujourd'hui une interaction dynamique entre progrès économique et progrès social: il est donc impossible de poursuivre l'un et l'autre unilatéralement. Ce qu'on appelle « politique de relations humaines » — qui s'efforce de rétablir des contacts « humains » parmi des hommes divisés et presque démembrés par les « mécanismes économiques » — est demandé par le développement non seulement social mais technique. La préoccupation relative aux « choix » de la direction est donc légitime, c'est-à-dire la préoccupation concernant la « productivité sociale » de l'action de la direction.

Une fois éclaircie ainsi, l'impossibilité d'appliquer l'idée exclusive de « homo oeconomicus » au salarié est donc l'exigence de résoudre positivement les équations psychologiques de l'homme au travail, se pose le problème patronal de déterminer une politique d'entreprise convenable.

Cette politique implique une révolution psychologique, sociologique et économique. La conception de l'entreprise s'en trouve profondément modifiée. A titre d'exemple, on peut rappeler certains problèmes que cette conception vient poser:

- 1) la transformation graduelle de l'entreprise « fermée » (conçue pendant un siècle sur le schéma juridique des propriétés centralisées) à l'entreprise « ouverte » (ouverte à de nouveaux membres et au public).
- 2) l'adaptation et l'intégration, psychologique et matérielle, de l'homme à la production.
- 3) l'équilibre pratique du principe du profit avec l'idée de service social (le but de l'augmentation du pouvoir d'achat de la population, autant à travers l'augmentation des salaires que sous forme de diminution des prix).
- 4) la création d'un « climat de l'entreprise » par des transformations structurelles proportionnées et l'introduction d'une « philosophie humaine » dans les rapports d'entreprise.
- 5) la création et la décentralisation des responsabilités comme instrument de plus grande efficacité technique et humaine.

- 6) l'organisation d'une direction moderne du personnel et de la circulation rapide dans les deux sens des idées, des programmes, des attitudes spirituelles et psychologiques.
- 7) le recrutement, la formation et l'insertion des cadres dans l'entreprise.
- 8) la préparation de la classe dirigeante à tous les niveaux aux sensibilités et responsabilités sociales, jusqu'à la capacité de se sentir « guides d'hommes ».
- 9) la considération d'une politique de « service public », avec des « relations ouvertes » avec les actionnaires et les consommateurs.
- 10) la participation de l'entreprise aux problèmes du système économique général et de la communauté.

Ces faits et problèmes, puisqu'ils participent au développement social, ont une substance et une influence éthique. En effet, tandis que les progrès économiques et techniques ont un caractère instrumental, le progrès social est par nature un changement de la condition humaine.

Le développement « automatique » de l'économie

L'évolution technologique et sociale actuelle est liée à un risque grave. Puisque l'accélération du rythme des changements augmente, le « développement » se transforme en « révolution ». A la première et à la deuxième révolution industrielle — de la mécanisation et de la rationalisation — va succéder la troisième révolution: celle de l'automatisation.

Au développement extensif de l'économie, qui s'est déroulé dans une économie de pure subsistance, va succéder le développement intensif, qui se réalise à travers un mouvement quantitatif de capital. Le premier type de développement a été fondé sur une structure économique statique: les relations étaient fondées sur des rapports de métier et de hiérarchie ou de caste. Le développement intensif subordonne les rapports économiques et les relations sociales à de nouveaux liens temporels et du milieu.

L'économie automatique demande une accumulation accélérée de capital, d'approvisionnements, de ressources mises en valeur, d'outilla-

ge compliqué et coûteux, de qualification générale et élevée du travail humain. Ceci aura son influence sur les aspects psychologiques, financiers, institutionnels et sociaux de la société actuelle. L'automation augmentera la rigidité de l'offre. La structure du coût de production sera radicalement modifiée: le « *coût par unité de temps* pour une quantité de production déterminée » remplacera le coût par unité de production. Par conséquent, la structure de la demande changera.

D'autres placements exigeront une haute capitalisation et de larges marchés. Le rythme plus rapide de désuétude élèvera la valeur moyenne du capital par unité produite. Ce rapport influera sur la distribution des revenus entre capital et travail, le coefficient d'accumulation du capital, le risque de l'inflation, la répartition de la main-d'œuvre dans les différents secteurs, etc.

Il est facile d'en déduire que le développement du processus de l'automation présuppose une phase économique d'expansion. Dans plusieurs pays, l'économie de masse est déjà devenue incompatible avec la stabilité du système: cette incompatibilité deviendra absolue avec l'automation. Ainsi, le problème plus important pour le développement intensif et automatique de l'économie sera celui de se réaliser parallèlement à un système qui facilite la formation du capital et en donne garantie pour la fidélité à la production. Si cette fidélité (avec celle qui doit lier gestion et entreprise) n'est pas assurée, on court le risque d'une crise dans le développement social lui-même, en exposant le système économique à la puissance toujours croissante de l'étatisation.

La formation et l'accumulation de l'épargne sera donc un problème central du développement technique et social. Cette formation devra trouver une aide dans l'emploi efficient et vice versa.

Les planifications à bas rendement de l'étatisation et du socialisme deviendront donc incompatibles. Les procédés traditionnels du capitalisme centralisé se démontreront insuffisants. On pourra peut-être trouver une solution dans ce qu'on appelle le « capitalisme de tous », c'est-à-dire dans un système d'accumulation populaire du capitalisme. (Un rapport du Président de la Bourse de New-York, Keith Funston, indique comment au cours de quatre années le nombre des actionnaires aux Etats-Unis a augmenté de 33%, atteignant ainsi un total de 8,630,000, et comment les deux tiers des Américains propriétaires d'actions gagnent moins de 7,500 dollars par an.)

Coût sociaux du développement technique

Le développement technique entraîne toujours des souffrances sociales. La graduation et l'ordre du développement servent à réduire cette souffrance. Une compensation se trouve dans le progrès social, c'est-à-dire dans le développement des conditions matérielles et morales de vie d'une population. Le développement intensif de l'économie non seulement entraîne une « révolution », mais réserve des inattendus de divers genres suivant que l'évolution technologique opère dans des pays évolués ou dans des pays arriérés.

Naturellement, dans ces derniers ils sont plus nombreux que dans les autres. Il est donc important d'attribuer une substance concrète (c'est-à-dire des buts précis) au « développement social » et par conséquent à l'expression: « un meilleur train de vie ».

Lorsqu'une économie n'a pas encore réussi à résoudre le problème de la subsistance de tous les membres d'une société, le caractère social de la production peut être troublé par une mauvaise distribution. Dans une économie à développement intensif, un pourcentage croissant de facteurs productifs va être détourné de la production des biens de consommation pour être destiné à produire des biens d'investissement. Mais dans un pays sous-développé — où la population n'a pas encore atteint une alimentation suffisante, les vêtements nécessaires, une habitation confortable, des possibilités d'éducation et de divertissement —, cette « distraction » peut être extrêmement nuisible. Si l'on tient compte cependant du fait que l'évolution technique d'aujourd'hui a comme premier but celui d'étendre et de généraliser une économie de confort et de distractions, on comprendra facilement les aberrations sociales auxquelles on arrive (et au nom même du développement technique) et qui détériorent la « qualité » d'une population et désintègrent sa structure sociale et économique.

En effet, même dans les pays économiquement arriérés, l'invention continuelle de nouveaux biens est l'incitation à autant de besoins nouveaux. Une telle incitation — qui suit la direction du profit économique et non pas celle des buts d'économie sociale — fait en sorte que le sacrifice économique ne soit généralement pas orienté vers un meilleur train de vie, mais aide seulement à procurer le superflu. On arrive donc à ce paradoxe: le développement technologique opérant dans l'économie d'un pays sous-développé maintient les nécessités les

plus élémentaires à un niveau assez arriéré. Un pays pauvre devient plus pauvre encore malgré le développement technologique quand, par la consommation du superflu, il semble apparemment riche et se permet la mentalité du riche. Quant aux consommations, il importe d'en évaluer le « coût social » : le travailleur-consommateur peut subir, à travers la consommation, une contrainte plus forte qu'à travers le salaire.

En outre, la politique sociale des pays pauvres s'oriente souvent vers une activité intensément réformatrice, sans se préoccuper de la productivité des sommes destinées aux réformes, sur un plan d'économie sociale. En résulte une efficience temporaire limitée au domaine psychologique, au désavantage d'un bon investissement social.

Le développement harmonieux des économies pauvres, dans un moment d'évolution technique rapide, demande un choix non pas seulement quantitatif mais qualitatif : ceci éviterait l'erreur d'élargir la consommation du superflu au désavantage des nécessités vitales et donc de l'évolution réelle du progrès.

Finalité économique et développement de la classe dirigeante

On a dit : celui qui connaît seulement l'économie ne la comprend même pas. Le culte exclusif des utilités économiques enlève non seulement la compréhension de la signification intellectuelle et morale de l'existence humaine, mais encore la capacité d'orienter le progrès. Celui qui ne joint pas à la connaissance économique la sensibilité morale pour les problèmes sociaux dans la communauté est destiné à succomber au collectivisme. Telle est la dramatique perspective qui se dresse devant la classe dirigeante économique dans le monde entier. Le problème du progrès économique et social est en grande partie le problème de la classe dirigeante. Mais une classe dirigeante orientée par des principes d'économie, de matérialisme et d'utilitarisme n'est absolument pas à même de résoudre ce problème. La force nécessaire pour réaliser le développement social ne naît pas du marché ni de la quantité des biens produits.

Cette force est de nature morale et naît de la conscience des hommes, de la famille, de la religion, des communautés et traditions réelles. Seule cette force peut amener la solution des deux problèmes fondamentaux du développement social :

- 1) donner le « sens de la finalité » au développement technique et au système économique;
- 2) produire une classe dirigeante capable de convictions et consciente de ses devoirs moraux, indépendamment de la logique égoïste des intérêts économiques.

Les caractères relevés ci-dessus du développement intensif de l'économie, les conséquences de l'expansion de l'électronique, de l'automatisme, de l'emploi de l'énergie nucléaire dans les communautés permettent d'affirmer que « la troisième révolution industrielle ne se déroulera pas sous le signe de l'individualisme et du particularisme, mais de l'universel; non pas sous le signe de l'antagonisme et du conflit de classe et de lutte, mais dans l'esprit d'une solidarité fonctionnelle nécessaire ». On peut en déduire comme corollaire que, « une entreprise ou un système économique — dans un moment d'intense et rapide développement technique — ont besoin d'être dirigés de façon différente de la façon traditionnelle ».

La classe dirigeante qui fait face à cette « réalité d'ensemble » — technique et sociale — avec la conscience d'une nécessité d'intégration inévitable ne peut pas être empirique. Sa capacité de direction doit provenir d'une qualification valide dans le domaine des nouvelles attitudes et responsabilités économiques et sociales. Il s'agit d'assimiler au moment voulu les progrès technologiques, en modernisant les établissements et les procédés et, en même temps, de maintenir l'occupation tout en diminuant les coûts humains des transferts, des requalifications, des changements. Il s'agit d'acquérir une capacité supérieure de prévision économique et de rendre solides et sûres les relations humaines et sociales, tout en soignant la formation des chefs à tous les niveaux et des ouvriers.

Ce dernier problème est particulièrement important dans une économie automatique qui fait prévoir la disparition presque complète des travaux génériques et musculaires. Il sera demandé aux hommes une contribution de qualité, d'intelligence et de capacité personnelle qu'il faut former et cultiver à travers un programme constant d'éducation. Si ce programme manque ou est insuffisant, le développement économique et social peut en être compromis. C'est le cas de l'Europe et de nombreux pays à industrialisation récente, où le système scolaire n'est pas encore en mesure de préparer cette « révolution de l'instruction » qui est vitale à la nouvelle économie.

Au sujet du développement économique moderne, la direction des entreprises peut constituer une véritable force sociale, pour autant qu'elle sache commencer et maintenir une administration juste des ressources humaines, en dépassant le niveau du simple utilitarisme.

Vision synthétique du développement

Malgré les apparences, la société moderne craint ou ignore l'expérience dans le domaine social. Quand elle l'effectue, elle interprète rarement les résultats de façon correcte et sait rarement en faire un instrument d'orientation pour les activités futures. Une des raisons de cette incapacité se trouve dans le fait que la société moderne a perdu le sens de l'humanisme et, par conséquent, la signification véritable et intégrale de la réalité sociale.

La science expérimentale a été jusqu'à présent guidée par l'idée de l'isolement des problèmes, de la simplification et de la spécialisation; elle a créé l'habitude mentale du désintéressement à ce qui a été dit précédemment et aux conséquences humaines de la recherche. Il est sûrement plus aisé d'isoler les phénomènes et de rechercher comme en laboratoire que de se préoccuper des corrélations existantes. Ceci nuit fortement au développement social.

Le pouvoir politique dispose de grandes possibilités en donnant des conditions favorables au développement technique et au progrès social; par son activité législative, il peut réadapter juridiquement la structure institutionnelle de la société. A travers l'éducation, il peut opérer de sages investissements dans la qualification des générations futures. Par des interventions du gouvernement il peut donner, à long terme, les instruments qui permettront à la société de faire face aux risques du changement technologique et social. Les organes syndicaux peuvent représenter un élément actif dans l'égalsation des procédés productifs et du développement social. Un nouveau débouché syndical, dans les pays à économie industrielle pourrait être prêt. L'action syndicale mieux avisée, dans l'intérêt même des travailleurs, est destinée à se déplacer vers un terrain technique et vers des solutions conseillées objectivement par les réalités économiques. Il est absurde de repenser à des attitudes qui rappellent les « luddistes » qui, au commencement de la révolution industrielle, croyaient pouvoir interrompre le progrès mécanique, en détruisant les machines à vapeur.

Nous sommes malheureusement bien loin des hypothèses formulées par une orientation correcte des activités de recherche expérimentale, du pouvoir politique, des forces syndicales. La difficulté d'amener à une « vision de synthèse » les responsables de la culture, de l'économie, de la politique et du syndicalisme représente un obstacle au progrès technique et social de la communauté.

L'expérience quotidienne nous montre une multiplication des « groupes de pression » qui essaient d'atteindre des buts unilatéraux. C'est le phénomène bien connu — observe Wilhelm Aepke — du « pluralisme de la seconde puissance », c'est-à-dire des organisations de masse qui augmentent incroyablement le poids des intérêts particuliers aux dépens de l'intérêt général et conduisent vers de mauvaises directions, car leurs fonctionnaires sont amenés à faire, à travers la représentation de ces intérêts, leur profession et ont donc intérêt à la justifier intimement ».

En effet, le développement technique représente la force motrice du développement économique. Sa fonction se résout dans un accroissement de la productivité. On peut observer comment la productivité s'oriente à minimiser, dans la structure du coût et donc dans le prix, les quotes-parts unitaires dues à la rente, à l'intérêt et au profit, ainsi qu'à maximiser la quote-part unitaire au salaire; par conséquent, la productivité constitue, par elle-même, une garantie d'amélioration du train de vie de la population.

Des raisons historiques, géographiques et institutionnelles ont amené les Etats-Unis à l'avant-garde de la productivité et par conséquent du plus haut revenu par habitant. Ceci a permis au peuple américain le train de vie actuel. L'exemple américain a une forte influence psychologique sur le reste du monde. Dans un monde réduit par la rapidité des transports et par la simultanéité des communications et des informations, tous les peuples, riches et pauvres, sont tentés de vivre selon le standard américain.

Dans beaucoup de pays, pour atteindre rapidement ce standard, au lieu de concentrer les énergies sur l'accroissement de la productivité, on cherche des voies en diagonale destinées à produire d'amères déceptions. Les politiciens dirigent leurs espoirs vers le dirigisme, les syndicats vers les salaires élevés, beaucoup de chefs d'entreprise vers le mauvais emploi social de leurs rentes, les consommateurs vers le ventes à terme. A cause de ces façons d'agir, l'incohérence et la con-

tradition s'infiltrant dans l'économie jusqu'à entraver, au plan de l'entreprise, l'épanouissement d'une harmonie entre le progrès technique, le développement économique et le progrès social. De là dérivent l'instabilité du système économique, les inflations, les échanges contrôlés, une coopération économique et internationale insuffisante.

Tout ceci représente une menace dramatique à un renouvellement pacifique et ordonné des relations sociales, au sein de l'entreprise, entre travail, classe dirigeante et responsabilité patronale.

Seule une classe dirigeante avec une sensibilité et des responsabilités morales peut parvenir à une voie de synthèse entre la logique intérieure de la pure technique et de la pure économie et les exigences des buts humains de la vie en commun. La direction devient ainsi l'instrument qualitatif irremplaçable du développement social et réduit au minimum le danger de commettre des fautes en évaluant la dimension et le sens du développement technique.

Développement de la classe dirigeante

Quand les hommes sont éduqués à penser et à agir, leur efficacité humaine récompense abondamment ces dépenses soutenues pour leur éducation. Ceci est vrai en particulier pour la classe dirigeante.

Un dirigeant ancré à l'individualisme économique ne comprend pas les problèmes de l'économie sociale moderne. Il renonce à être un guide d'hommes, exemple de sensibilités sociales. Par conséquent le nouveau type de « dirigeant » *doit* être éduqué: la direction n'est pas du tout un fait instinctif ou empirique, mais un fait d'équilibre humain, de qualités spirituelles et techniques. Pour éduquer la classe dirigeante il faut divulguer les exemples psychologiques appropriés, créer une doctrine de la direction, développer les responsabilités et les attitudes fondamentales.

On sait que la formation des dirigeants — surtout au plus haut niveau — est en grande partie autoformation. Elle s'obtient spontanément par la vie de communauté. Dans la vie de communauté l'homme transforme son échelle de valeurs en la comparant avec celle des autres. Surtout, il acquiert la sensibilité à la présence des autres.

La participation à la vie sociale — telle qu'aux associations membres de l'UNIAPAC qui ont pour but la création de nouvelles sensibi-

lités morales et sociales — devient une condition presque indispensable à la connaissance du meilleur moyen de vie et se transforme en principe d'action. Les sciences sociales, la psychologie et l'économie peuvent aider l'homme à comprendre et à améliorer son rapport avec le nouveau milieu qui est le résultat de l'évolution technique. Elles peuvent encore l'aider à perfectionner l'adaptation humaine et, par conséquent, les relations sociales et les institutions. Cette capacité, pour devenir effective, est conditionnée par le domaine non seulement rationnel, mais aussi sentimental et spirituel. On pourra difficilement dépasser les frontières de l'individualisme et de l'utilitarisme seulement par le raisonnement. L'homme est une réalité complexe, et sa dignité ne peut pas être satisfaite (comme beaucoup de personnes malheureusement essaient de le faire croire au nom de la socialité) seulement par les biens matériels. En effet, sa dignité exige le respect et le développement des valeurs essentielles qui sont au delà et au-dessus de la production et du marché. Par conséquent, il est ridicule de vouloir identifier la dignité de l'homme par son train de vie, et présomptueux de prétendre limiter au développement technique et à la juste distribution du fruit de la production la préoccupation pour son bien-être.

Mais quelle est la classe dirigeante — économique, politique, syndicale — qui ose une « révolution intime » et accepte la responsabilité morale du développement technique et social? Il a été facile de régler le développement de la première révolution industrielle selon la mesure du profit individualiste. Il a été également facile de résoudre selon l'économie de masse les problèmes de la production et de la distribution de masse. La libération de l'homme n'a été cependant que temporaire et apparente. La satisfaction des besoins de subsistance possède en effet sa simple logique. Mais le discours change dans une économie d'abondance (dans les pays à haute industrialisation) et dans une économie de choix vitaux (dans les pays arriérés, facilement attirés à satisfaire le superflu, après l'indispensable, mais avant le nécessaire).

L'unité mécanique de masse, tentée par la recherche d'un plus ample horizon de « confort », est moins solide qu'une unité organique d'individus, conscients des sensibilités et des risques communs. Le sourire des « Public Relations » à des millions de consommateurs est terriblement persuasif, mais aussi terriblement dangereux. Ainsi une classe dirigeante qui uniquement place, vend et gagne, oublie sa responsabilité primordiale qui est celle de diriger. Ici se trouve la source de notre confusion devant le développement technique. *La société*

technologique est un instrument qui de jour en jour devient plus difficile à manier: sans la valeur de la finalité elle se désintègre.

Le Moyen âge chrétien a peu parlé de progrès, mais dans son effort pour rationaliser la conduite humaine, il a orienté l'homme vers son autodomination. Notre époque dominée par l'idée de progrès croit seulement à la rationalisation des moyens, et risque d'abandonner la personne humaine à l'insécurité et au pessimisme.

Dans cette situation, la doctrine sociale du christianisme constitue un espoir. Elle soutient l'esprit indépendant de l'homme et sa responsabilité envers le prochain. *Elle affirme le droit de tous à participer au développement économique et à tous elle demande le courage de l'intégrité morale et de la justice.*

Conclusions

Dans vingt ans, la société civile sera celle que les qualités morales de la classe dirigeante auront su créer. Par conséquent, le fait de se préoccuper aujourd'hui de la classe dirigeante, de sa productivité morale, de sa capacité d'opérer la synthèse entre développement technique et développement social dans l'intérêt général ne doit plus étonner.

Modifier et remplacer installations et outillages ne demande pas trop de temps. Temps et peine ou contraire sont exigés par l'abandon de l'utilitarisme. Pour cela il faut agir avec des idées vives, et reprendre, dans les sociétés blessées par la propagande, cette tendance à reconnaître l'irréel et le réel qui pourrait s'appeler le bon sens.

La libération opérée par le développement technique n'aurait aucun sens, si nous n'étions pas capables de répondre ensuite à la demande: « libres de quoi »?, « libres pourquoi »? Le jour où le travail, le risque et les souffrances ne trouveraient d'autres substituts que de plus grandes commodités et distractions, l'humanité retournerait en arrière de plusieurs siècles. Il y a toujours une différence qualitative entre notre vocation d'hommes spirituellement libres et notre conduite de consommateurs.

La finalité du développement technique et du développement social se trouvent dans le progrès des valeurs culturelles, morales et

spirituelles, en un mot de la civilisation que les générations avant la nôtre, à travers l'effort de siècles, ont conquise.

Ce progrès est lié au droit et à la capacité d'avoir une vie intérieure et de pouvoir manifester la force mystérieuse de l'amour pour le prochain. En face du développement technique, chacun doit prendre sa part de responsabilité morale. C'est le seul grand avantage humain qui nous reste, dans une époque dans laquelle — comme Winston Churchill eut l'occasion de l'affirmer trop souvent — « nos privilèges nous semblent des droits légitimes, ceux des autres nous semblent des privilèges injustifiés et intolérables ».

La plus grande instrumentalité des valeurs quantitatives du développement technique ne satisfait pas nos espoirs, ainsi que l'opinion moyenne des masses ne satisfait pas notre intelligence. La partie oubliée de notre vie est son secret. Notre richesse est la possibilité de défendre la dignité et la grandeur de l'homme même à l'époque de l'économie industrielle. Cette défense est un devoir très grand et beau. C'est une affirmation de vie. Parce que comme a dit si bien Augustin Thierry: « Le seul moyen de vivre est de vivre pour quelque chose de plus grand que nous ».

Technical Progress and Social Progress

Technical progress is a prerequisite of economic and social improvement. The relationship between the three fields, however, is neither automatic nor spontaneous. The ability to produce and to serve relies on techniques. Unfortunately, however, the will to produce for purposes desirable to men, and therefore the will to serve, does not rely upon technique. Production indeed derives its meaning from consumption to which it is related, and finds its rationale in the ability to satisfy an ever-increasing number of human needs.

The problem of technical and social development contains many hopes and many anxieties. Hopes to achieve an harmonious synthesis of both aspects, and anxieties over their being dangerously dissociated.

Development, in order to become an object of estimation and measure, must have a starting point and a goal. Developing means to depart from a negative point of one's being. Developing is, as well, to approximate an ideal pattern of fullness and perfection.

The intelligence of our times has parted with the universal idea of progress. The theoretical evidence of the convenience of some technical and organizational development has been met with resistances and delays in turning these innovations into industrial productive technique and social organization.

Production has its justification in the capacity to satisfy a growing number of human needs. The criterium of priority in the fulfilment of needs must be, in a large measure, in accordance with the natural and rational order. Production has often been unable to serve because it has not succeeded in reaching needs and following the criterium of priority. Hence a paradox: while technical development increases human ability to solve problems, it often multiplies and complicates the latter to the extent that economic and social "progress" has hardly any meaning at all.

Technical development, which in the long run determines the rate of economic progress and permits the improvement of standards of living in relation to population increases, may in the short run create serious human problems, disturbing social equilibrium. This can be evidenced particularly in underdeveloped areas of the world. Hence, the "jumping over centuries" is a perilous adventure in the field of technology, and must be checked by some form of social pressure, in order to allow mankind to reap all the fruits of the new technology without falling a prey to social disruptions of a violent nature.

In the industrial concern, the technical, the economic and the social are closely related. Technical development strongly influences industry, although it does not all and necessarily originate from it; on the other hand, industry contributes, indirectly or directly, to technological discoveries and progress. The same applies in the economic field.

Socially speaking, the business concern contributes to progress. Modern industrialized countries propose the following important criteria of "social validation": (a) a definite action on the market to favor the consumers; (b) the ability, within industry, to give all participants in the productive process a socially desirable standard of living; and (c) the ability for industry to set a system of interrelations fully respectful of human nature and needs.

For this purpose, a new, insightful, socially-minded leadership is needed.